

WILLIAM RAMSAY

Conseiller du Centre Energie de l'Ifri

A la réunion du groupe de travail sur l'énergie, nous avons commencé par nous accorder sur le fait que l'objectif d'intérêt public du secteur énergétique – énergie et environnement – est d'assurer une énergie sûre, abordable, propre et en quantités suffisantes pour davantage de personnes sur terre. Nous avons consulté l'ordre du jour en matière de sécurité énergétique, ce qui est une lourde tâche en soi, et en matière de durabilité énergétique, ce qui s'avère encore plus compliqué si l'on considère que 200 pays ont bataillé à Durban pour trouver une conclusion. Comme vous le savez, ils y sont parvenus. Ce matin, les pays se sont mis d'accord sur le date de 2015 pour l'élaboration d'un nouveau traité ou l'extension du Traité de Kyoto, afin qu'il n'y ait pas de temps mort entre 2012 et 2015. Le nouveau traité entrera en vigueur en 2020. Il s'agit donc d'une avancée encourageante et toutes les nations sont impliquées, y compris les pays en développement, ainsi que l'Inde, la Chine et les États-Unis. Cette session n'a pas été simple et je pense que tout le monde est satisfait des résultats, bien qu'ils se traduisent par « poursuivons les négociations ». Le traité de 2015 aura force de loi mais ne sera pas juridiquement contraignant – avec le temps, il nous faudra tous comprendre ce que cela signifie. L'attention va désormais se tourner vers 2012 et le Sommet de la Terre de Rio.

Lors de mes remarques liminaires au panel, j'ai brièvement mentionné certains défis qui nous font face dans le secteur de l'énergie. Les émissions de dioxyde de carbone continuent à la hausse et l'ordre du jour est le plus souvent dicté par des événements qui se déroulent sur les marchés que par les décideurs politiques, avec la révolution du gaz de schiste, l'accident de Fukushima et la perturbation des marchés alimentaires qu'entraînent les biocarburants. Les combustibles fossiles à 100 dollars restent abordables car ils n'incorporent pas un prix du carbone, pourtant il existe une disponibilité croissante des combustibles fossiles, en particulier le gaz et à ce propos, l'huile de schiste est désormais disponible. L'empreinte carbone risque donc de perdurer à l'avenir, ce dont le monde n'a pas exactement besoin pour répondre au défi du changement climatique.

Nos trois panélistes ont abordé ces défis avec des points de vue très contrastés. Ils ne se sont pas attardés sur les défis et ne se sont pas tordu les mains d'angoisse mais sont immédiatement passés aux manières d'approcher ces questions. Nous avons entendu Total, la vision d'une ONG avec le programme de Bellona Europa, et une agence de notation financière durable, OEKOM Research.

Total a souligné certaines mesures qui allaient être prises pour gérer l'environnement et la sécurité, ainsi que celles qui étaient déjà en cours, y compris des mesures collectives visant à éviter une nouvelle marée noire comme celle de Macondo dans le Golfe du Mexique. Total a identifié des standards et des références environnementales pour tous ses nouveaux projets et d'autres mesures comprennent des cibles internes, comme la diminution du brûlage à la torche et d'autres questions de base comme d'obtenir davantage des gisements de pétrole et de gaz grâce à une récupération assistée du pétrole, en utilisant éventuellement le dioxyde de carbone comme source d'alimentation. Le message de Total est clair : Total incite donc les décideurs politiques à lui signifier ce qu'ils souhaitent que Total accomplisse, et non pas la manière dont Total doit le faire ; les règles et les politiques sont suffisamment claires pour savoir où investir et quoi faire.

L'ONG Bellona Europa a vu le jour après Tchernobyl. Son opinion est qu'on ne peut être vert qu'en ayant un résultat net positif. Elle a une approche très commerciale des défis environnementaux et est persuadée qu'il ne faut rien faire qui coûte trop cher mais qu'il faut trouver des moyens efficaces pour que le secteur privé prenne la relève. Il faut réfléchir à un moyen d'obtenir des scénarios sobres en carbone. Regardez ce qui peut être accompli de manière profitable avec le dioxyde de carbone (CO₂) en ayant par exemple une récupération assistée du pétrole qui incorpore le carbone dans de nombreux matériaux et utilise l'extraction de méthane des gisements houillers avec le CO₂. Bellona soutient que les pays industrialisés ne doivent pas se contenter de réduire leurs émissions, mais doivent avoir une empreinte carbone négative en combinant une biomasse durable à la capture et au stockage du carbone afin que le résultat final comporte moins de carbone, et en cultivant des algues gourmandes en énergie qui absorbent le CO₂ sans



prendre de place sur les terres. Ils ont un projet d'eau salée au Sahara qui mélange ce qui est disponible – le sel, l'eau et le soleil – pour obtenir ce qui est nécessaire, en produisant de l'eau douce, des arbres et de la végétation. Ce sont des exemples de ce que Bellona appelle la croissance réparatrice.

L'agence OEKOM, représentée par Kristina Rüter, note les entreprises selon des critères de durabilité ayant pour objectif d'informer les investisseurs potentiels du profil de risque environnemental de la société qui entreprend un investissement – « Si vous voulez mon argent, je veux être sûr que vous n'allez pas me mettre dans une position où mon argent court un risque parce que vous avez pris un risque environnemental que vous auriez dû éviter. » OEKOM note sur la responsabilité climatique, l'avancée en matière de réduction d'émissions de CO₂, la réduction des risques environnementaux dans les propositions d'investissements, les dispositions relatives à la sécurité des travailleurs, la protection des droits humains et des moyens de subsistance, et la transparence des paiements effectués aux gouvernements. Nous avons donc toutes sortes de choses qui comprennent les droits humains, l'environnement et la transparence. Bellona attribue des notes sur ces sujets et les investisseurs potentiels ajoutent la note de risque environnemental à l'évaluation globale des risques attribuée à un investisseur donné.

A l'issue des deux heures de travail, le groupe n'est pas reparti avec l'optimisme de Kishore Mahbubani, mais avec le sentiment qu'on pouvait agir et que nous pouvons atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés. L'objectif des deux degrés n'est pas mort. Cependant, il se meurt et il reste peu de temps. Il nous reste peu de temps pour discuter et je ne peux m'empêcher de me demander si un traité en 2015 entrant en vigueur en 2020 n'est pas trop tardif. En attendant, ces trois panélistes représentent des organisations qui vont faire face aux défis et non pas se contenter de se tordre les mains.

Nous avons été très satisfaits des résultats et nous devons continuer. Voici en substance ce qui s'est dit hier.